



Le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité



L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'organisation de coopération et de développement économiques est un forum unique où 35 pays travaillent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de la mondialisation. L'OCDE est à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et aider les gouvernements à faire face à des situations et préoccupations nouvelles, telles que la croissance inclusive, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.





Table des matières

LE PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA COMPÉTITIVITÉ	4	ACTIVITÉS NATIONALES SPÉCIFIQUES	26
Le Programme	5	Égypte	27
Domaines d'action prioritaires	6	Jordanie	29
La région MENA : le saviez-vous ?	7	Maroc	31
		Tunisie	33
DIALOGUE RÉGIONAL SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES	10	Libye	35
		Irak	36
Autonomisation économique des femmes	11	Partenaires internationaux et régionaux du Programme	37
Investissement et commerce	14	Publications (sélection)	38
PME et entrepreneuriat	16	Instruments, outils et statistiques de l'OCDE (sélection)	39
Gouvernance d'entreprise	18	Bailleurs 2010-2018	39
Intégrité dans les affaires	20		
Résilience économique dans des situations de fragilité	22		
Mobilisation du secteur privé et dialogue social	24		



1 Le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité

Le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité est un partenariat stratégique réunissant les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et ceux de l'OCDE en vue de partager savoir, expertise et bonnes pratiques. Il vise à contribuer au développement d'une économie inclusive, durable et compétitive à travers la région MENA. Le Programme favorise la coordination entre les différents acteurs engagés à améliorer le niveau de vie des citoyens de la région MENA : les gouvernements locaux et nationaux, les organisations internationales et régionales, ainsi que les représentants de la société civile et du secteur privé.

Le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité

Le Programme soutient les réformes qui visent à mobiliser l'investissement, le développement du secteur privé et l'entreprenariat comme moteurs de la croissance et de l'emploi dans la région MENA, tout en reconnaissant d'intégrer largement les jeunes et les femmes, qui sont de mieux en mieux formés.

Lancé en 2005 à la demande des gouvernements des pays MENA, le Programme relève les défis régionaux et nationaux grâce à son approche de travail fondée sur un dialogue innovant sur les politiques publiques, l'apprentissage par les pairs et le renforcement des capacités. Il est devenu une initiative dynamique, capable de s'adapter à l'évolution de la situation dans la région.

Les transformations économiques et politiques touchant les économies MENA ont mis en lumière la nécessité d'adopter une approche globale, inclusive et coordonnée pour relever les défis qui se posent à la région. Comme souligné dans la **Déclaration ministérielle de Tunis** validant son quatrième mandat pour la période 2016-2020, le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité aide à produire des résultats concrets et durables pour une région MENA plus prospère en construisant un consensus, en servant de liaison entre les acteurs clés et en apportant une assistance technique au niveau opérationnel. Pour son quatrième mandat (2016-20), l'un des principaux objectifs du Programme consiste à soutenir les pays MENA dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en contribuant au développement d'un partenariat mondial pour le développement durable (ODD 17), en soutenant l'égalité hommes-femmes (ODD 5), en faisant progresser

l'industrie, l'innovation et les infrastructures (ODD 9) et en promouvant des sociétés pacifiques et inclusives (ODD 16).

Le Programme couvre l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Autorité palestinienne, le Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Mauritanie, le Maroc, Oman, le Qatar, la Syrie, la Tunisie et le Yémen.

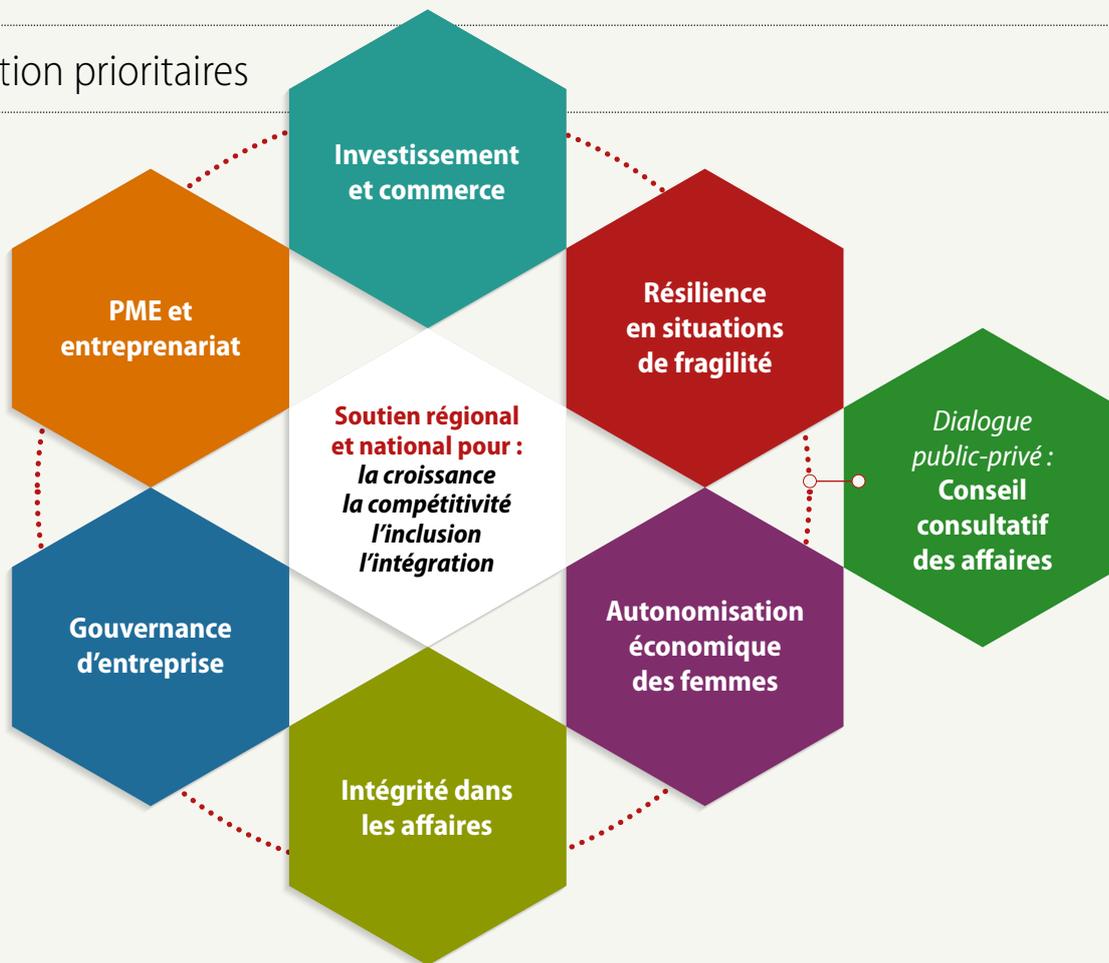
Pour être compétitifs dans l'économie mondiale, les pays MENA doivent accroître leur productivité et accélérer la diversification économique. Stimuler l'investissement et le commerce et favoriser un secteur privé dynamique et compétitif sont aussi des priorités. Créer des emplois meilleurs et plus nombreux, y compris pour les jeunes et les femmes, contribuera à jeter les bases d'un avenir inclusif et stable pour tous.



Domaines d'action prioritaires

Co-présidences :
Tunisie et Turquie

Gouvernance :
conférences ministérielles, comités de pilotage et conseils consultatifs





La région MENA : le saviez-vous ?

- **Forte de l'une des populations les plus jeunes du monde, la région MENA possède un fort potentiel** de croissance si elle accroît les opportunités économiques de sa jeunesse et réduit son taux de chômage, qui est actuellement le plus élevé au monde à 29 %.
- **On estime que l'informalité représente plus de 33 % du PIB de la région.** Aider les entreprises informelles à formaliser leurs activités pourrait accroître considérablement les recettes publiques dans la région.
- **Entre 8 % et 10 % du commerce naval mondial passe par le canal de Suez.** Située au centre des principales routes commerciales du monde, la région peut utiliser ce potentiel pour renforcer son développement et son intégration aux chaînes de valeur mondiales. La région a la capacité d'accroître sa participation au commerce international pour passer de son niveau actuel (seulement 0,35 % du commerce mondial) à un niveau conforme à son poids économique (3,7 % du PIB mondial).



Entre 8% et 10% du commerce naval mondial traverse le canal de Suez.

La région MENA : le saviez-vous ?

- **Plus de 32 % de la production de pétrole mondiale provient de la région MENA.**

Pour garantir leur prospérité à l'avenir, les pays de la région investissent actuellement une partie de ces ressources importantes dans des efforts pour diversifier leurs économies et adopter des énergies vertes et durables.

- **Moins d'une entreprise pour 1 000 personnes en âge de travailler est créée chaque année, contre environ cinq dans les pays de l'OCDE.** Pourtant, les habitants de la région MENA considèrent l'entrepreneuriat comme un bon choix de carrière, et leurs intentions entrepreneuriales comptent parmi les plus fortes du monde, l'Égypte arrivant en tête de ce classement. C'est pourquoi les politiques en matière de PME et d'entrepreneuriat jouent un rôle de plus en plus central dans les agendas de compétitivité et du développement des pays MENA.

- **La région MENA offre des avantages compétitifs à certains secteurs, comme le tourisme.** La région accueille déjà plus de 70 millions de touristes par an mais, grâce aux innovations du marché du tourisme, ce nombre pourrait dépasser les 195 millions d'ici 2030.

- **L'enseignement supérieur a connu des progrès impressionnants avec une augmentation de plus de 190 % du nombre d'étudiants inscrits à l'université depuis 2000.** La population jeune et bien formée de la région constitue une base solide pour le fort développement économique futur.

- **La participation des femmes au marché du travail dans la région MENA est la plus faible du monde à seulement 22 %, contre 52 % dans les pays de l'OCDE.** Si la participation des femmes à la vie active égalait celle des hommes, le PIB de la région augmenterait de plus de 10 % au cours des dix prochaines années.

- **Le Liban et la Jordanie sont les deux premiers pays du monde pour l'accueil des réfugiés en comparaison de leur taille et leur population.** Avec près de deux millions de nouveaux réfugiés accueillis officiellement, ces pays consacrent des ressources considérables pour offrir un environnement sûr aux personnes fuyant les guerres destructives.





La Fabrication de voitures compte pour 13 % du Maroc exportations

- **Le modèle de production des pays MENA devient plus diversifié, intégré et intensif sur le plan technologique.**

Par exemple, la principale exportation du Maroc est désormais l'automobile (13 % de ses exportations totales). Cela représente un chiffre d'affaires pour le pays de 6,5 milliards EUR et les autorités ont pour objectif que les exportations automobiles atteignent les 10 milliards d'ici 2020.

La participation des femmes au marché du travail dans la région MENA est de 22 %, la plus faible au monde

Plus de 32 % de la production mondiale de pétrole provient de la région MENA

Augmentation de 190% des inscriptions universitaires depuis 2000



Dialogue régional sur les politiques publiques



Autonomisation économique des femmes



Donner aux femmes les moyens de leur autonomie accroît la productivité et réduit la pauvreté, ce qui contribue à créer des sociétés plus résilientes et inclusives.

OBJECTIFS

- Soutenir l'établissement de cadres juridiques et institutionnels non discriminatoires pour accroître l'autonomisation économique des femmes, conformément aux Objectifs de développement durable.
- Aligner les politiques des pays MENA sur les normes et meilleures pratiques internationales.
- Développer la prise de conscience de la dimension du genre dans les réformes des politiques publiques, y compris en généralisant les considérations sexo-spécifiques dans l'ensemble des domaines du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité.
- Mieux lier les flux de travail sur l'autonomisation économique et politique des femmes grâce à une collaboration renforcée avec le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance.

RÉALISATIONS

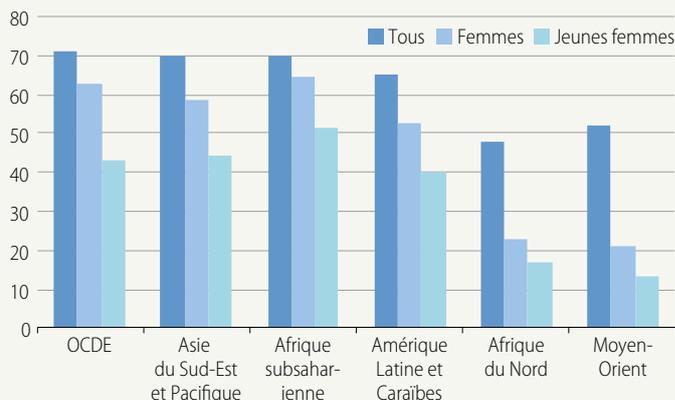
- Le Forum MENA-OCDE sur l'autonomisation économique des femmes a reçu un fort soutien politique au niveau ministériel pour mener à bien sa mission.
- Le rapport de l'OCDE *L'autonomisation économique des femmes : l'impact des cadres juridiques e l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc et la Tunisie* (2017) présente les obstacles majeurs à l'autonomisation

des femmes qui sont liés à la discrimination juridique. Certaines de ses recommandations fondées sur les bonnes pratiques et réformes régionales ont déjà été mises en œuvre par les pays.

- Création d'un **Annuaire électronique des initiatives de soutien à l'autonomisation économique des femmes** pour fournir des informations sur les institutions qui soutiennent l'emploi et l'entrepreneuriat féminins.

Les taux de participation des femmes au marché du travail sont faibles dans la région MENA

Taux de participation au marché du travail, en % de la population active, en 2015 ou dernière année disponible



Source : Indicateurs clés ILOSTAT sur le marché du travail.

ACTIVITÉS

- **Dialogue régional** : Forum pour l'autonomisation économique des femmes MENA-OCDE (FAEF) (co-présidentes : Égypte et Suède)

– S'appuyant sur l'expérience de l'Initiative MENA-OCDE en matière de promotion de l'entreprenariat féminin, le FAEF élargit la portée de son travail pour inclure de nouveaux domaines d'action, tels que l'emploi et l'informalité. Il inclut un large public issu des différents gouvernements et associe l'autonomisation économique et politique des femmes.

– Le FAEF renforce sa collaboration avec les organisations internationales soutenant activement l'égalité de genre, y compris l'Union pour la Méditerranée, ONU-Femmes, la Ligue des États arabes et le Centre des femmes arabes de formation et de recherche (CAWTAR).

– Le FAEF contribue à l'élaboration de politiques publiques fondées sur des résultats par la définition d'un programme de recherche ambitieux.

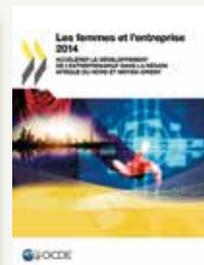
- **Activités nationales** :

– Les conclusions et recommandations politiques clés de la publication de l'OCDE *L'autonomisation économique des femmes dans certains pays MENA* font l'objet de discussions lors de consultations nationales entre représentants du gouvernement, des entreprises et de la société civile en vue d'identifier les réformes futures.

www.oecd.org/mena/competitiveness/women-empowerment.htm



Co-présidentes du WEEF : **S.E. Marie-Claire Swärd Capra**, **S.E. Dr. Sahar Nasr** et **Mme Gabriela Ramos** au lancement du WEEF au Caire en octobre 2017.



SCANNEZ
POUR LIRE
LES RAPPORTS

« L'égalité hommes-femmes est un droit humain fondamental et une opportunité de stimuler une croissance inclusive. L'autonomisation économique des femmes est indispensable à une économie prospère, moderne et durable qui ne laisse personne derrière. »

S.E. Marie-Claire Sward Capra,
Ambassadrice de Suède en Algérie

POINTS CLÉS

- Dans la moitié des pays MENA, il y a plus de femmes que d'hommes dans l'enseignement supérieur et plus de femmes diplômées en science, technologie, ingénierie et mathématiques que dans de nombreux pays de l'OCDE.
- Seules 5 % des entreprises MENA ont un haut dirigeant femme contre une moyenne mondiale de 19 %.
- La région MENA possède à la fois le plus fort taux de chômage global et le plus fort écart hommes-femmes du monde. Le chômage des femmes se situe à 19 % contre une moyenne de 6 % dans les pays de l'OCDE.
- La révision du droit de la famille pour accroître l'autonomisation économique des femmes est au cœur des débats dans les pays MENA.

Objectifs ODD liés :





Investissement et commerce



Stimuler l'investissement et le commerce est crucial pour relancer la croissance économique et la création d'emplois dans la région.

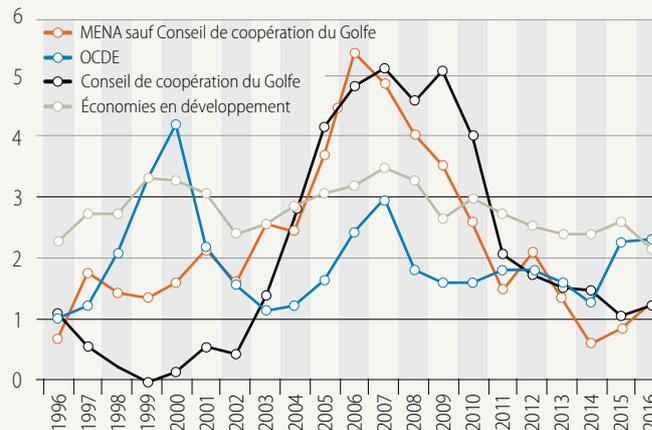
OBJECTIFS

- Encourager des politiques efficaces en matière d'investissement et de commerce.
- Faciliter le commerce, l'investissement et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.
- Promouvoir des investissements de qualité et un environnement ouvert, transparent et prévisible pour les investisseurs.
- Renforcer les capacités à utiliser les outils de l'OCDE et à produire des statistiques sur le commerce et l'investissement pour mieux orienter les politiques publiques.

RÉALISATIONS

- Adhésion de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie à la **Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales** et participation au **Comité de l'Investissement de l'OCDE**.
- Intégration des pays MENA dans les bases statistiques et les outils d'analyse comparée de l'OCDE.
- Réformes juridiques et institutionnelles nationales soutenues et suivies.
- Apprentissage par les pairs sur les réformes institutionnelles des agences de promotion de l'investissement.

Les flux d'IDE vers la région ont chuté de 50 % entre 2008 et 2014 (% du PIB) mais ont augmenté depuis 2016 (% du PIB)



Source : Dernières données de la CNUCED et calculs du personnel de l'OCDE

- Meilleure coordination régionale grâce à une plateforme de dialogue régulier avec les pairs et le secteur privé sur les réformes menées et à venir.
- Coopération accrue avec les organisations régionales (Union pour la Méditerranée, Unité technique d'Agadir, Ligue arabe) et avec les initiatives multilatérales (G20, Partenariat de Deauville) sur les questions d'investissement et de commerce.

ACTIVITÉS

● **Dialogue régional : Groupe de travail sur l'investissement et le commerce** (co-présidé par le Japon et la Jordanie)

- facilite le dialogue entre les décideurs politiques sur les interdépendances entre commerce et investissement et les moyens de maximiser les avantages pour les économies MENA.
- examine les tendances statistiques et les réformes menées, recherche la cohérence des politiques, œuvre à améliorer et à faciliter la coopération, aide à développer l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, et promeut un investissement de qualité et responsable.

● **Programme régional UE-OCDE sur la promotion de l'investissement en Méditerranée** (2016-20, couvrant neuf pays MENA)

- **Objectif** : Aider les gouvernements à attirer des investissements de qualité pour la création d'emplois, le développement local, la diversification et la stabilité économiques.
- **Approche** : Évaluation et suivi, analyse comparée, apprentissage par les pairs, dialogue sur les politiques publiques, renforcement des capacités et dialogue public-privé.
- **Questions traitées** (approche déterminée par la demande) : réformes juridiques et institutionnelles de l'investissement, restrictions et incitations à l'investissement, accords d'investissement et litiges, attractivité régionale, liens d'affaires, conduite responsable des entreprises, statistiques et suivi.

● **Projets nationaux spécifiques** : soutenir les réformes visant à améliorer le climat d'investissement

- Projet d'amélioration du climat d'investissement en Irak (2013-16)
- Projet du Fonds de transition MENA sur la compétitivité et l'investissement en Jordanie (2014-17)
- Projet du Fonds de transition MENA sur l'amélioration du climat d'investissement en Égypte (2015-19).

www.oecd.org/mena/competitiveness/investment-and-trade.htm

POINTS CLÉS

- Ces dernières années, de nombreux pays MENA ont entrepris des réformes législatives et institutionnelles d'ampleur afin de mieux promouvoir l'investissement (révisions des lois sur l'investissement en Algérie, Égypte, Irak, Jordanie, Mauritanie et Tunisie ; réformes des agences de promotion de l'investissement au Maroc et en Tunisie).
- Le commerce interrégional représente seulement 10 % du commerce total dans la région MENA, contre 60 % en UE et 25 % dans les pays de l'ASEAN.
- Les flux d'IDE ont chuté de 50% entre 2008 et 2015, malgré des différences importantes entre les pays.
- L'investissement intra-régional représente seulement 10 % du commerce total de la région MENA, contre 65% au sein de l'Union Européenne ou 25% parmi les pays de l'ASEAN.

Objectifs ODD liés :





PME et entrepreneuriat



Des politiques plus efficaces de soutien aux PME conduiraient à améliorer et accroître l'emploi, augmenter la productivité et renforcer l'innovation grâce à l'introduction de nouvelles idées, produits, services et modèles de gestion.

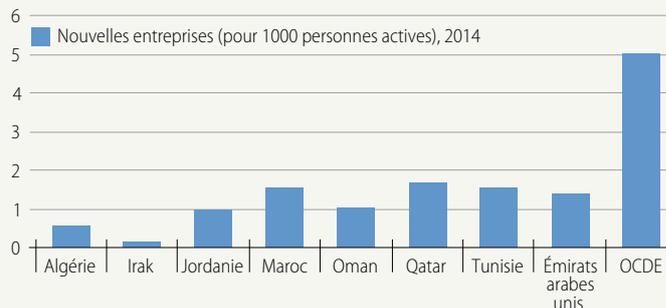
OBJECTIFS

- Identifier et soutenir les réformes à mener en faveur de politiques plus efficaces en matière de PME.
- Contribuer à améliorer l'environnement des affaires pour les PME et les entrepreneurs.
- Faciliter l'échange d'expériences dans des domaines clés pour les PME tels que l'accès au financement, l'accès aux marchés publics et les services d'aide au développement des entreprises.
- Faire de l'entrepreneuriat un outil important pour la croissance inclusive dans la région MENA.
- Fournir des réponses politiques ciblées à la grande variété de PME présentes dans la région (familiales, informelles, microentreprises, moyennes entreprises) en vue de promouvoir la croissance et la création d'emplois décents.

RÉALISATIONS

- Soutien apportée aux partenaires MENA pour identifier les actions clés à mener pour améliorer les politiques en faveur des PME grâce aux différentes éditions de l'Indice des politiques publiques en faveur des PME (2008, 2014 et 2018).

Le taux de création d'entreprises dans la région MENA est inférieur aux moyennes mondiales



Source : Banque mondiale (2015), Enquête sur l'entrepreneuriat

- Soutien à la Libye pour élaborer des politiques en faveur des PME qui soutiennent l'emploi et la reconstruction dans un environnement difficile.
- Renforcement de la collaboration et du dialogue entre le gouvernement, le secteur privé et d'autres acteurs en Jordanie en vue d'améliorer l'efficacité de la politique en faveur des PME.
- L'échange de bonnes pratiques internationales en matière de politiques de soutien aux PME et à la compétitivité, avec plus de 400 représentants des gouvernements et du secteur privé de la région, lors de 12 ateliers de formation organisés avec le FMI depuis 2012.
- Soutien aux efforts multilatéraux, tels que le Partenariat de Deauville pour les pays arabes en transition et l'Union pour la Méditerranée.



POINTS CLÉS

- Les PME constituent la grande majorité des entreprises privées de la région MENA (entre 95 et 99 %), mais elles représentent moins d'emplois privés (environ 30 %) que dans les pays de l'OCDE (environ 50 %) et les pays émergents (66 %).
- Les principaux obstacles pour les PME, selon les enquêtes sur les entreprises réalisées par la Banque mondiale, sont l'instabilité politique (obstacle majeur au Liban, en Tunisie, en Égypte, dans l'Autorité palestinienne et au Yémen), la corruption (principale préoccupation au Maroc), l'accès aux sources de financement (Jordanie), et l'accès irrégulier à l'électricité (premier obstacle à Djibouti).

Objectifs ODD liés :



ACTIVITÉS

- **Dialogue régional** : Groupe de travail sur les politiques en faveur des PME et de l'entrepreneuriat (co-présidé par la Tunisie et l'Italie)

– Engage les partenaires dans un dialogue régional et une revue par les pairs des questions concernant la croissance et le développement des PME ainsi que de l'entrepreneuriat.

- **Projet régional** : Formations en faveur de praticiens des PME

– Organise des ateliers de renforcement des capacités, en partenariat avec le Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient (CEF), pour partager et discuter des instruments, méthodologies et bonnes pratiques en matière de politiques de soutien aux PME.

- **Projets nationaux spécifiques** :

– Stratégie de développement des PME en **Libye** : prépare le terrain pour le développement du secteur privé dans une situation post-conflit, en soutenant le développement et la mise en œuvre d'un Plan d'action en faveur des PME.

– Efficacité de la politique de soutien aux PME en **Jordanie** : soutient la mise en œuvre de la Stratégie en faveur des PME pour la période 2016-20, en améliorant la coordination des politiques publiques, la collecte de données, ainsi que le suivi et l'évaluation des politiques de soutien aux PME.

www.oecd.org/mena/competitiveness/smes-and-entrepreneurship.htm



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



Gouvernance d'entreprise



Une bonne gouvernance d'entreprise est une base essentielle pour stimuler la compétitivité, attirer les capitaux, développer le secteur privé et promouvoir l'investissement.

OBJECTIFS

- Accroître la participation des femmes au sein des directions des d'entreprise dans les pays MENA.
- Promouvoir des règles du jeu équitables entre les entreprises privées et les entreprises publiques.
- Lutter contre la corruption et le clientélisme en créant un climat de confiance, de transparence et de responsabilité.
- Diffuser les outils pertinents de l'OCDE aux pays MENA pour faciliter l'évaluation et l'orientation stratégique de leurs politiques publiques.
- Promouvoir le développement des marchés de capitaux pour soutenir la croissance du secteur privé.

RÉALISATIONS

- Diffusion des dernières informations disponibles sur les normes et pratiques d'entreprise en vigueur.
- Élaboration de principes directeurs, codes et réglementations pour les entreprises dans l'ensemble de la région, sur la base des **Principes de la gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE** et des **Principes directeurs de l'OCDE pour la gouvernance d'entreprise des entreprises publiques.**

- Renforcement des capacités des institutions locales et des organisations régionales pour encourager un changement de pratiques sur le terrain.

ACTIVITÉS

- **Dialogue régional : Groupe de travail sur la gouvernance d'entreprise** (co-présidé par les Émirats arabes unis et le Portugal)
 - Partage de bonnes pratiques au niveau mondial.
 - Identifie les priorités et renforce les capacités institutionnelles pour permettre aux entreprises privées de devenir les moteurs d'un développement inclusif et durable.
 - Fournit des conseils sur les politiques publiques, sur la base d'un travail comparatif et analytique, à l'appui des réformes menées aux niveaux national et régional.
 - Les priorités thématiques sont les suivantes :
 - promotion du développement des marchés de capitaux à l'appui de la croissance du secteur privé
 - transparence et divulgation des informations
 - équilibre hommes-femmes dans les directions d'entreprise et diversité dans les conseils d'administration
 - amélioration de la gouvernance des entreprises publiques.

- **Partenariats régionaux** : Renforcer la mise en œuvre de cadres de gouvernance d'entreprise solides dans la région MENA.

– Le groupe de travail **MENA-OCDE sur la gouvernance d'entreprise** travaille également avec les décideurs politiques pour établir des cadres propices à une gouvernance d'entreprise solide dans la région. Pour tirer parti des réformes menées, l'OCDE collabore étroitement avec des partenaires régionaux, notamment l'Institut Hawkamah pour la gouvernance d'entreprise, la Fédération des bourses arabes, l'Union arabe des autorités de valeurs mobilières et le Fonds monétaire arabe.

www.oecd.org/mena/competitiveness/mena-corporate-governance.htm



Groupe de travail MENA-OCDE sur la gouvernance d'entreprise à Rabat, Maroc, 12-13 décembre 2017.



SCANNEZ
POUR LIRE
LES RAPPORTS

POINTS CLÉS

- La capitalisation boursière totale dans la région MENA représente 1,77 % de la capitalisation boursière mondiale, alors que son PIB s'élève à 3,1 % du PIB mondial. Actuellement, la taille du marché de la région ne reflète pas son potentiel.
- Ces dernières années, les initiatives sur la gouvernance d'entreprise bénéficient d'un soutien important des gouvernements MENA. Aujourd'hui, presque tous les pays de la région MENA possèdent un code de la gouvernance d'entreprise.
- La propriété des entreprises reste très concentrée dans la région. Plus particulièrement, les entreprises publiques jouent un rôle clé dans l'économie si bien que, faute de réformes, elles resteront une charge qui pèsera sur les finances publiques, et une source de corruption endémique.

Objectifs ODD liés :





Intégrité dans les affaires



L'intégrité est un élément central du développement d'économies compétitives et ouvertes, dans lesquelles la croissance et les opportunités sont réparties de manière durable et équitable.

OBJECTIFS

- Sensibiliser les pouvoirs publics, et améliorer leur compréhension de l'impact néfaste de la corruption sur le climat des affaires et sur l'attractivité des investissements étrangers.
- Favoriser la convergence des cadres réglementaires nationaux et des entreprises de la région MENA avec les règles, normes et meilleures pratiques reconnues au niveau international en matière d'intégrité.
- Bâtir une culture de la responsabilité et de la redevabilité dans les PME de la région, afin de lutter contre la corruption.
- Offrir une plateforme efficace pour l'apprentissage par les pairs et l'échange d'outils et de meilleures pratiques, à la fois en matière d'action gouvernementale et en matière de conformité volontaire des entreprises.
- Soutenir les actions menées par les gouvernements pour promouvoir un environnement des affaires propre, par exemple par 1) la définition de normes et l'imposition de sanctions par le biais de la législation, de son application et d'éventuelles poursuites judiciaires ; et 2) la création d'une prise de conscience et l'incitation des entreprises à respecter les règles d'intégrité.

RÉALISATIONS

- Lancement d'un dialogue régional pluripartite sur l'intégrité des entreprises en coopération avec d'autres organisations internationales.
- Établissement d'un réseau de représentants et d'associations d'entreprises visant à améliorer l'intégrité, en vue du développement des entreprises dans la région MENA.
- Séminaires de formation et tables-rondes sur le renforcement de l'intégrité dans le secteur privé (Maroc, Égypte).
- Sensibilisation accrue du public et du secteur privé à la reconnaissance par la communauté internationale des actions et des avancées des pays en matière de lutte contre la corruption.

ACTIVITÉS

- **Dialogue régional : Réseau MENA-OCDE pour l'intégrité des affaires**
 - Rassemble des représentants du secteur privé et des responsables publics afin qu'ils échangent leurs expériences, leurs meilleures pratiques et leurs solutions pour combattre la corruption, renforcer l'intégrité et offrir des règles du jeu équitables aux entreprises.
 - Sensibilise à la coopération internationale des autorités policières, en invitant des représentants de la région MENA à intégrer le **Réseau mondial de l'OCDE des services chargés de l'application de la loi contre la corruption transactionnelle.**

– Veille à ce que les représentants des secteurs public et privé de la région participent au **Forum annuel de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte contre la corruption**, plateforme internationale unique de dialogue sur les moyens de lutter contre la corruption et de renforcer l'intégrité.

● **Projet régional : Formations sur l'intégrité dans les secteurs public et privé**

– Organise des ateliers de renforcement des capacités en partenariat avec le **Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient** au Koweït pour partager et discuter des instruments, méthodologies et bonnes pratiques pour accroître l'intégrité des entreprises.

● **Projet national spécifique : Accroître l'intégrité des entreprises au Maroc**

– Aide le gouvernement, les entreprises partenaires et la société civile du Maroc à faciliter le changement en promouvant l'intégrité des entreprises dans certains secteurs, en élaborant un cadre politique et institutionnel adapté permettant de promouvoir l'intégrité, en introduisant des mesures anti-corruption dans les marchés publics et en facilitant la lutte collective menée par les entreprises contre la corruption.

www.oecd.org/mena/competitiveness/business-integrity.htm



POINTS CLÉS

- Plusieurs pays de la région ont récemment adopté de vastes stratégies anti-corruption, et des lois pour lutter contre ce problème. Pourtant, la corruption fait partie des 3 principales contraintes auxquelles doivent faire face les entreprises de la région.
- Les économies MENA n'ont pas réalisé beaucoup de progrès dans la lutte contre la corruption selon Transparency International. D'après l'Indice de perception de la corruption 2016, les pays arabes ont même enregistré une forte baisse et quatre pays sur les 10 obtenant les plus faibles scores se trouvaient dans la région MENA.

Objectifs ODD liés :





Résilience économique dans des situations de fragilité



Les conflits et les tensions sociopolitiques peuvent entraîner d'énormes coûts humains, sociaux et économiques, et avoir des effets régionaux et internationaux négatifs qui perturbent la stabilité et l'activité économique.

OBJECTIFS

- Sensibiliser à la manière dont les conflits et la fragilité sont étroitement liés à la performance économique.
- Fournir des analyses détaillées sur la manière dont la fragilité peut créer un cycle macroéconomique vicieux en étouffant les investissements directs étrangers et la croissance du commerce et de l'économie, ce qui affaiblit à son tour un contexte déjà instable et accroît encore la fragilité.
- Fournir un aperçu des multiples manières dont la fragilité affecte négativement les moyens de subsistance, du chômage aux déplacements forcés.
- Aider les pays touchés à répondre aux défis urgents et préparer le terrain de la reprise économique.
- Promouvoir le dialogue politique aux niveaux national et international, et contribuer à la coordination des principaux acteurs.
- Proposer des cadres juridiques de l'investissement et des outils de promotion de l'investissement adaptés aux situations de fragilité, pour atténuer les risques et attirer le secteur privé.

RÉALISATIONS

- Lancement du **Groupe d'action sur la résilience économique** en juillet 2017 à Beyrouth sous la co-présidence du Liban, de l'Allemagne et de la Banque islamique de développement.
- Coopération renforcée avec les Nations unies, en particulier le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'Organisation internationale du travail (OIT).
- Débats politiques enrichis, en pleine crise des réfugiés au Moyen-Orient, par la proposition de politiques structurelles et de réformes économiques visant à renforcer la résilience et trouver des solutions politiques durables.
- Bilan des mesures de soutien aux PME et à l'entrepreneuriat et de leur rôle pour atténuer l'impact de la crise des réfugiés syriens dans les pays voisins, et analyse des tendances de l'IDE dans les économies fragiles et touchées par les conflits dans la région MENA.



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT

ACTIVITÉS

● Dialogue régional :

Réunion annuelle du **Groupe d'action sur la résilience économique** pour aligner le travail du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité sur les besoins des pays de la région les plus touchés par les conflits et les situations de fragilité.

● Projets nationaux spécifiques :

- **Irak** : Depuis 2007, soutien au développement des politiques et de la promotion de l'investissement, des infrastructures et des marchés publics.
- **Libye** : Soutien au développement et à la mise en œuvre des politiques et actions de promotion des PME et de l'entrepreneuriat.
- **Jordanie** : Soutien à la mise en œuvre du Pacte pour la Jordanie et des politiques en faveur de l'investissement et des PME.
- **Autorité palestinienne** : Soutien apporté aux politiques de renforcement de l'investissement et des PME. Discussion sur une Analyse systémique de la résilience avec l'Autorité palestinienne en coopération avec le PNUD.

www.oecd.org/mena/competitiveness/resilience-fragile-situations.htm



POINTS CLÉS :

- Les pays MENA qui ont été en situation de conflit au cours des cinq dernières années ont perdu en moyenne 2,25 % de PIB par an.
- Les effets directs de la guerre représentent une baisse de 14 % du PIB par habitant en Syrie et de 16 % en Irak. Selon les estimations, le PIB de la Libye aurait baissé de 10 % en 2015 et les revenus par habitant ont été réduits d'un tiers. Au Yémen, le nombre de pauvres a augmenté de 80 % après la guerre.

Objectifs ODD liés :





Mobilisation du secteur privé et dialogue social



S'associer au secteur privé et à la société civile d'une manière structurée, systématique et transparente est essentiel pour soutenir les efforts de réforme menés en vue d'améliorer l'environnement des affaires, et stimuler la création d'emplois et le développement.

OBJECTIFS

- Mobiliser le **Conseil consultatif MENA-OCDE des affaires** pour renforcer les relations du Programme avec les organisations syndicales et celles du secteur privé, afin de faciliter leur contribution au dialogue sur les politiques publiques.
- Renforcer les capacités des associations d'entreprises et industrielles pour accroître leur rôle dans le développement des politiques publiques, afin qu'elles puissent signaler des problèmes pertinents et faire entendre leur voix d'une manière cohérente et structurée.
- Bâtir des cadres institutionnels garantissant la participation et la contribution du secteur privé et des autres acteurs aux processus décisionnels pour améliorer les résultats des politiques publiques.
- Répondre aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures et soutenir le rôle des femmes dans les activités des entreprises.



ACTIVITÉS

- Création par le BAB d'une plateforme unique pour le dialogue et les échanges avec le secteur privé dans l'ensemble de la région MENA.
- Organisation de réunions de haut niveau entre les entreprises et les gouvernements.
- Intégration des préoccupations du secteur privé dans chaque groupe de travail du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité.
- Amélioration du rôle de plaidoyer des organisations du secteur privé, notamment par le biais de conseils de haut niveau fournis par des représentants des grandes entreprises, tels que le **Conseil consultatif de l'OCDE sur les entreprises et l'industrie** (BIAC).
- Cartographie des organisations stratégiques du secteur privé dans la région pour favoriser de nouvelles possibilités de networking.
- Évaluation du statut des mécanismes de représentation du secteur privé et du dialogue public-privé (DPP) dans la région MENA.
- Productions analytiques pour mieux comprendre la situation actuelle des mécanismes de représentation du secteur privé et de DPP dans la région MENA.

COLLABORER AVEC LES SYNDICATS ET RENFORCER LE DIALOGUE SOCIAL

Le Programme promeut un dialogue systématique et structuré avec les syndicats par le biais de la Confédération des syndicats arabes et de la **Commission syndicale consultative** auprès de l'OCDE (TUAC). La TUAC est impliquée dans l'ensemble des activités pertinentes du Programme et est régulièrement consultée pour l'élaboration du travail analytique du Programme.

www.oecd.org/mena/competitiveness/private-public-dialogue.htm



POINTS CLÉS :

- Le niveau d'organisation du secteur privé varie dans les économies de la région MENA, mais il reste fragmenté dans la plupart des pays.
- La région MENA peine à promouvoir efficacement l'entrepreneuriat : moins d'une entreprise pour 1 000 personnes en âge de travailler est créée chaque année, contre environ cinq dans les pays de l'OCDE.
- Pour le secteur privé de la région MENA, l'instabilité politique, la corruption et la disponibilité des infrastructures constituent les défis les plus importants. Trouver des réponses politiques adéquates à ces problèmes nécessite une coordination et un dialogue approfondis entre le secteur privé et le secteur public.

Objectifs ODD liés :



3 Activités nationales spécifiques

En plus de ses activités au niveau régional qui s'appuient sur des réseaux multilatéraux, le programme MENA-OCDE pour la compétitivité conduit un certain nombre de projets nationaux spécifiques. Ces projets sont fondés à la fois sur la demande nationale et sur le soutien des bailleurs. Les projets du Fonds de transition MENA menés dans le cadre du Partenariat de Deauville font partie intégrante du Programme. Bien que le programme soit actuellement surtout actif en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Tunisie, en Libye et en Irak, tous les pays de la région MENA sont invités à bénéficier du soutien de l'OCDE.

ÉGYPTE

DOMAINES DE COOPÉRATION

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

La publication de l'OCDE *L'autonomisation économique des femmes dans certains pays MENA : L'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien* (2017) montre que, malgré des progrès réalisés en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, il existe en Égypte un certain nombre de possibilités d'amélioration dans ces domaines. L'Égypte a adopté une approche proactive en déclarant 2017 l'Année des femmes égyptiennes, et en lançant sa Stratégie nationale pour les femmes 2030. En outre, en tant que coprésidente du Forum MENA-OCDE sur l'autonomisation économique des femmes, l'Égypte a activement œuvré en faveur du changement. L'OCDE poursuivra son dialogue avec l'Égypte sur la meilleure façon d'unir leurs forces pour encourager les changements politiques et législatifs.

POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

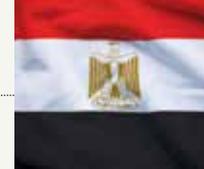
Les flux d'IDE vers l'Égypte ont recommencé à augmenter en 2016 après avoir connu une forte baisse. Cette tendance s'est produite parallèlement à une série de réformes, notamment deux révisions successives de la Loi sur les investissements en 2015 et 2017. En tant qu'adhérente à **la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international**, un second examen

de sa politique d'investissement est actuellement conduit par l'OCDE dans le cadre du **Projet du Fonds pour la transition MENA sur l'amélioration du climat d'investissement en Égypte**. Le projet, mis en œuvre conjointement avec la Banque mondiale, vise à soutenir l'Égypte dans la mise en œuvre de réformes globales de ses politiques d'investissement, la rationalisation des réglementations et des procédures pour les investisseurs potentiels et le renforcement des capacités des institutions en charge de la politique, de la promotion et des services d'investissement. Il comprend également un renforcement des capacités sur les statistiques d'IDE et les différends en matière d'investissement. En outre, l'Égypte est l'un des principaux bénéficiaires du **Programme UE-OCDE sur la promotion des investissements en Méditerranée**. Le pays participe à toutes ses

activités régionales, y compris la création d'un point de contact national pour appliquer les **Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales**.

POLITIQUES EN FAVEUR DES PME ET DE L'ENTREPRENARIAT

L'Égypte connaît d'importantes transformations économiques, notamment dans le domaine des PME et de la politique de soutien à l'entrepreneuriat. L'une des priorités est de résoudre les problèmes de chevauchements entre les différents acteurs concernés et de combler les insuffisances en termes de politiques publiques. La participation en cours de l'Égypte à l'évaluation intermédiaire de l'Indice des politiques en faveur des PME s'avère importante, afin de concevoir un programme de développement plus stratégique et global.



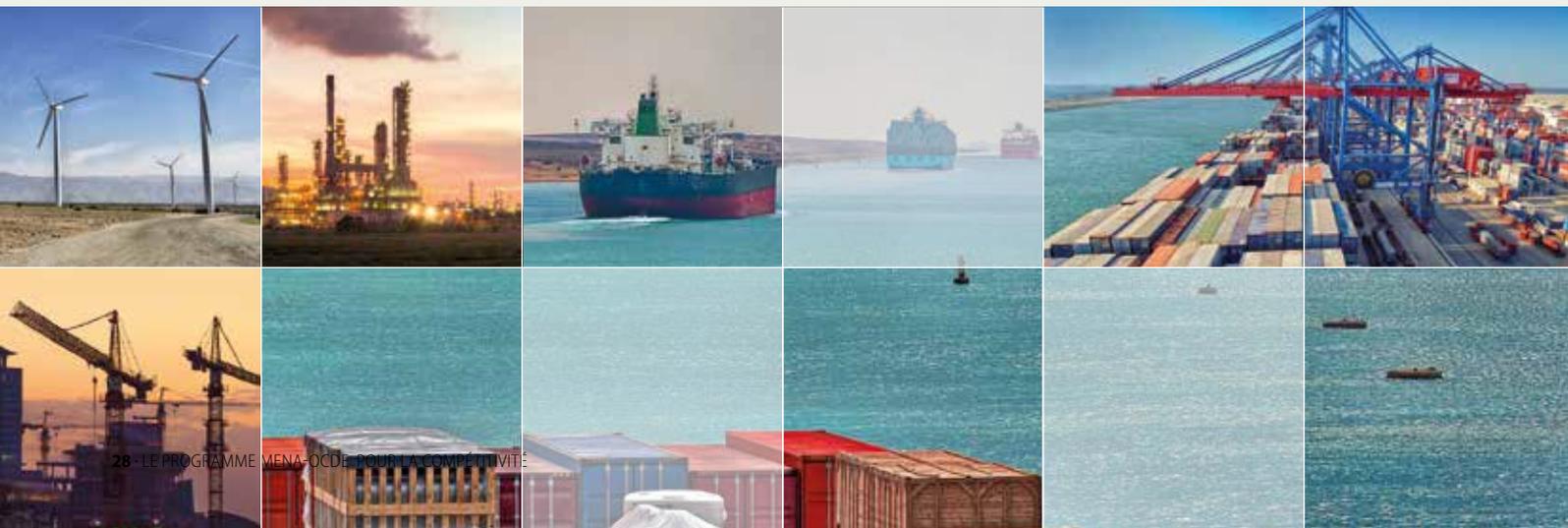


PROJET SCZONE

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DU CANAL DE SUEZ

De janvier à novembre 2017, l'OCDE a soutenu le gouvernement égyptien, avec l'aide financière de l'Union européenne, en fournissant un diagnostic opérationnel de la nouvelle Zone économique spéciale du canal de Suez (SCZone). Parmi les « projets de méga-développement » lancés en 2014/2015, la SCZone est le dernier effort du gouvernement égyptien pour générer des activités orientées vers l'exportation et la création d'emplois dans les zones limitrophes au canal de Suez nouvellement agrandi. Plusieurs équipes d'experts de l'OCDE, coordonnées et menées par le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité, ont fourni des conseils politiques sur mesure dans des domaines identifiés comme essentiels pour une zone économique dynamique et durable :

- politique réglementaire et gouvernance
- politique et promotion de l'investissement
- marchés publics, intégrité et transparence
- gouvernance des infrastructures
- financement des infrastructures
- connectivité et intégration dans l'économie.



JORDANIE

DOMAINES DE COOPÉRATION



AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

La Jordanie souhaite continuer à promouvoir l'autonomisation économique des femmes, y compris par une réforme de sa réglementation, et en s'attaquant aux considérations sociales profondément enracinées pour remédier à la faiblesse persistante du taux d'activité des femmes. La publication de l'OCDE, *L'autonomisation économique des femmes dans certains pays MENA : l'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien* (2017) souligne la nécessité de résoudre le problème de l'insuffisance des données sur le genre et d'introduire des amendements juridiques. L'OCDE soutiendra la Jordanie dans cette entreprise et assurera sa participation active au Forum **MENA-OCDE pour l'autonomisation économique des femmes** (FAEF).

POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Confrontée à un contexte régional difficile, la Jordanie s'engage activement à améliorer l'environnement des affaires et des investissements en transformant « la crise des réfugiés syriens en une opportunité de développement qui attire de nouveaux investissements » (Pacte pour la Jordanie 2016). De 2014 à 2017, la Jordanie a travaillé avec l'OCDE dans le cadre du **Projet compétitivité et investissement en Jordanie du Fonds de transition MENA**, afin

de mettre en œuvre des réformes de sa politique d'investissement et de renforcer les capacités des acteurs de sa politique d'investissement. La Jordanie reste un partenaire actif de l'OCDE sur les questions d'investissement en tant que co-présidente du Groupe de travail MENA-OCDE sur l'investissement et le commerce, adhérente à la **Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international** et principale bénéficiaire du **Programme UE-OCDE sur la promotion des investissements en Méditerranée**. Le pays est également un acteur clé du **Groupe d'action sur la résilience économique MENA-OCDE**.

POLITIQUES EN FAVEUR DES PME ET DE L'ENTREPRENARIAT

La Jordanie est confrontée à une situation difficile compte tenu du contexte actuel d'instabilité dans sa région. Les perturbations des marchés et des

routes commerciales, et la pression importante créée par l'afflux massif de réfugiés appellent à des politiques renforcées, y compris celles liées au développement du secteur privé. La Jordanie et l'OCDE mettent en œuvre un projet financé par le **Fonds de transition MENA** pour améliorer l'efficacité des politiques du pays en faveur des PME. Il consiste à renforcer la coordination institutionnelle et le dialogue public-privé, à améliorer les statistiques sur les PME et à mieux mesurer l'impact des politiques grâce au suivi et à l'évaluation. La Jordanie participe également à l'évaluation intermédiaire de l'Indice des politiques en faveur des PME (l'évaluation régionale OCDE-UE des politiques en faveur des PME et de l'entrepreneuriat dans la région méditerranéenne du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord). Les résultats de cet exercice mettront en évidence des pistes d'amélioration dans des domaines spécifiques.





PROJET DU FONDS DE TRANSITION MENA

EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE SOUTIEN AUX PME EN JORDANIE

Le projet est mis en œuvre par l'OCDE et la Jordan Enterprise Development Corporation (JEDCO) pour améliorer les mécanismes de gouvernance de la politique de soutien aux PME. Il comprend trois piliers :

- Améliorer la coordination entre les multiples acteurs soutenant le développement des entreprises, des hauts fonctionnaires du gouvernement au personnel technique des organismes publics en passant par les fournisseurs non gouvernementaux de services de développement des entreprises. Cela comprend également le renforcement de la communication entre les secteurs privé et public.

- Renforcer la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques sur les PME pour l'élaboration de politiques fondées sur des données.
- Mettre en place des mécanismes appropriés pour suivre et évaluer l'efficacité de la politique des PME afin de garantir que les actions aboutissent à des résultats.

Le projet couvre la période de 2016 à 2019, et s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale jordanienne de soutien aux PME.

PROJET DU FONDS DE TRANSITION MENA

COMPÉTITIVITÉ ET INVESTISSEMENT EN JORDANIE

Le projet **Compétitivité et investissement en Jordanie** (2014-17), mis en œuvre conjointement par l'OCDE et la Banque mondiale, a aidé le gouvernement jordanien à mettre en œuvre des réformes juridiques en matière d'investissement, notamment la Loi de 2014 sur l'investissement, et renforcer les capacités des institutions responsables de la politique d'investissement, de sa promotion et ses services, afin d'attirer des investissements directs nationaux et étrangers de meilleure qualité pour générer de la croissance et des emplois. En coopération avec la Jordan Investment Commission (JIC), l'OCDE a organisé une série d'ateliers de renforcement des capacités et fourni des conseils et des recommandations sur les cadres juridiques nationaux et internationaux de l'investissement, en mettant l'accent sur la protection des investissements, les restrictions sur les investissements étrangers directs (IDE) et les traités internationaux d'investissement.

Un rapport de l'OCDE intitulé **Renforcer le cadre juridique pour l'investissement durable : leçons tirées de l'exemple de la Jordanie** sera publié pour présenter les

recommandations politiques élaborées tout au long du projet afin de renforcer les règles et réglementations d'investissement aux niveaux national et international, et présenter les résultats du projet pour l'amélioration du climat d'investissement.

Dans le cadre du projet, l'OCDE a réalisé une évaluation des conditions favorables à l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables et publié ses recommandations dans le rapport de l'OCDE sur l'**Examen des politiques d'investissement dans les énergies propres en Jordanie** (2016).



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



MAROC

DOMAINES DE COOPÉRATION



AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Le Maroc s'est engagé à renforcer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. Conformément aux recommandations de la publication de l'OCDE sur **L'autonomisation économique des femmes dans certains pays MENA : L'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien** (2017), le pays reconnaît que de nouvelles réformes institutionnelles, législatives et réglementaires sont nécessaires pour garantir l'autonomisation des femmes dans toutes les régions. Une meilleure compréhension de l'interaction entre le contexte social et le cadre juridique, en particulier au niveau infranational, est essentielle. Il est également nécessaire d'identifier et de collecter les meilleures pratiques en vue d'assurer le transfert des connaissances pour promouvoir l'action des femmes dans les différentes régions, en accordant une attention particulière aux femmes rurales. L'OCDE continuera à soutenir les efforts du Maroc dans ces domaines.

POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Le Maroc s'est engagé dans des réformes juridiques et institutionnelles de l'investissement en créant une nouvelle Agence pour la promotion des investissements et des exportations, et en poursuivant la révision en cours de la Charte de l'investissement. Le Maroc a adhéré à la **Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international** et promeut activement la conduite responsable des entreprises, conformément aux **Principes directeurs de l'OCDE sur les entreprises multinationales**. En tant que principal bénéficiaire du programme UE-OCDE sur la promotion des investissements en Méditerranée, le Maroc est très engagé dans toutes les activités régionales organisées depuis sa création en 2016.

POLITIQUES EN FAVEUR DES PME ET DE L'ENTREPRENARIAT

Le Maroc est un leader régional des politiques en faveur des PME et de l'entrepreneuriat, comme le montrent les différentes éditions de l'évaluation de la région dans l'Indice des politiques en faveur des PME. Le Royaume continue d'introduire des réformes importantes telles que le récent statut « d'autoentrepreneur », qui vise à encourager l'entrepreneuriat et l'innovation. L'évaluation intermédiaire de l'Indice des politiques en faveur des PME, actuellement en cours, permettra d'identifier ces bonnes pratiques ainsi que toute autre à mettre en valeur aux niveaux régional et international, et identifiera les domaines dans lesquels le Maroc pourrait concentrer ses efforts.





LE PROGRAMME-PAYS MAROC

UN PARTENARIAT SOLIDE AVEC L'OCDE

Depuis plus de dix ans, l'OCDE entretient des relations fructueuses avec le Royaume du Maroc. Le rôle essentiel joué par le Maroc en tant que coprésident de l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement de 2009 à 2016, son adhésion à un certain nombre d'instruments de l'OCDE et sa participation à divers organes de l'OCDE témoignent de cette étroite collaboration.

Le Maroc est l'un des premiers pays et le seul pays de la région MENA à bénéficier d'un Programme-pays de l'OCDE. Ce programme spécifique de collaboration a été signé en juin 2015. Il comprend 16 projets financés par le Maroc et articulés autour de trois axes stratégiques : la compétitivité et la croissance économique, la gouvernance publique et l'inclusion sociale. Grâce à des évaluations par les pairs (par exemple sur les statistiques des investissements directs étrangers, le développement des clusters touristiques ou la performance du système éducatif), des activités de renforcement des capacités et l'inclusion dans les outils statistiques de l'OCDE (statistiques sur les recettes et sur le commerce en valeur ajoutée), le Programme-pays a contribué à faire progresser la compétitivité et la croissance inclusive au Maroc.



Abdel-Ilah Benkiran, ancien Chef du gouvernement du Maroc, et **Angel Gurría**, Secrétaire-général de l'OCDE, à la signature du lancement du Programme le 15 juin 2015.

PROJET

L'AMÉLIORATION DE L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES AU MAROC

La lutte contre la corruption est une priorité politique essentielle et une condition préalable au développement commercial au Maroc. Le gouvernement et les associations professionnelles se sont engagés à lutter contre la corruption et à honorer leurs obligations en vertu de la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC).

Le projet d'amélioration de l'intégrité des entreprises au Maroc, financé par la Siemens Integrity Initiative (SII), soutient la stratégie nationale anti-corruption du Maroc. Il vise

à sensibiliser aux principes internationaux et aux meilleures pratiques en matière de lutte contre la corruption en vue d'encourager les amendements juridiques et la mise en œuvre effective des dispositifs anti-corruption. Le projet encourage le dialogue public-privé pour faciliter une action collective dirigée par les entreprises contre la corruption dans des secteurs clés pour renforcer la compétitivité du pays.

TUNISIE

DOMAINES DE COOPÉRATION



AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

La Tunisie est l'un des pays les plus avancés de la région dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, comme en témoigne la publication de l'OCDE *L'autonomisation économique des femmes dans certains pays MENA : L'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien* (2017). À la lumière notamment des résultats de cette publication, la Tunisie a introduit des amendements législatifs et progresse dans la modernisation du Code du statut personnel tunisien et des lois régissant la succession. L'OCDE continuera à travailler avec les parties prenantes pour soutenir les réformes des cadres institutionnels et juridiques qui renforcent l'autonomisation économique des femmes, conformément aux meilleures pratiques internationales concernant les droits des femmes et les mesures de soutien, ainsi qu'aux objectifs de développement durable.

POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

La Tunisie a adopté en 2016 une nouvelle loi sur l'investissement qui améliore la prévisibilité juridique pour les investisseurs et a remodelé son cadre de promotion des investissements institutionnels. La mise en œuvre est maintenant

une priorité clé pour récupérer l'investissement. L'OCDE soutient fortement les réformes de la politique d'investissement dans le pays, notamment par le biais d'évaluations et de conseils économiques ; la participation aux activités de renforcement des capacités du **Programme UE-OCDE sur la promotion des investissements en Méditerranée** (2016-20), qui se sont concentrés pour la Tunisie sur les réformes réglementaires ; les restrictions et statistiques sur l'IDE ; et la participation au Comité d'investissement de l'OCDE en tant que membre de la **Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales**.

POLITIQUES EN FAVEUR DES PME ET DE L'ENTREPRENARIAT

La Tunisie déploie des efforts notables pour améliorer les politiques en faveur des PME. Par exemple, plusieurs mesures ont été adoptées pour renforcer l'accès aux sources de financement et des mécanismes de garanties pour les PME. Cependant, la plupart des réformes juridiques sont toujours en attente d'approbation (par exemple, une loi sur les start-up, un projet de loi sur les bureaux de crédit, etc.). Le pays doit poursuivre et approfondir les réformes et les politiques de développement du secteur privé, y compris la promotion de l'esprit d'entreprise et des PME. La prochaine évaluation intermédiaire de l'Indice des politiques en faveur des PME pour la région méditerranéenne du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, contribuera à la définition d'une feuille de route concrète pour l'avenir.





CO-PRÉSIDENTE TUNISIENNE

UN RÔLE DIRIGEANT VISIONNAIRE ET STRATÉGIQUE POUR L'OCDE ET LA RÉGION

La Tunisie co-préside actuellement **l'Initiative MENA-OCDE sur la gouvernance et la compétitivité pour le développement**, et le ministre tunisien du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale co-préside le **Programme pour la compétitivité**. Cette coprésidence est l'occasion pour la Tunisie de jouer un rôle moteur dans le dialogue régional du Programme et de bénéficier de liens plus étroits avec l'OCDE.

Le transfert de la présidence du Maroc à la Tunisie a eu lieu lors de la Conférence ministérielle MENA-OCDE en octobre 2016 à Tunis. Ce fut un moment de discussions stratégiques entre les économies MENA et les pays de l'OCDE, reflétant une compréhension commune des défis de l'économie et de la gouvernance et fixant des principes directeurs et des engagements mutuels pour la collaboration entre les pays MENA et OCDE pour le prochain mandat du Programme (2016-20).



Caption for 2016 Ministerial meeting in Tunis.

ÉVALUATION

ÉTUDE ÉCONOMIQUE DE LA TUNISIE

La Tunisie est incluse dans les **Perspectives économiques de l'OCDE** depuis 2016, date à laquelle un bureau de la Tunisie a été créé au sein du Département des affaires économiques de l'OCDE. Depuis, le bureau a produit trois projections économiques ainsi que des notes analysant les développements récents et les risques. Le bureau analyse la situation macroéconomique du pays ainsi que ses politiques structurelles.

Récemment, le bureau a réalisé la première **Étude économique de la Tunisie** pour 2018. Outre une évaluation de la situation macroéconomique, l'étude présente deux

analyses approfondies sur la relance des investissements et la réduction des inégalités par la création d'emplois de qualité. En outre, la Tunisie participera à l'exercice **Going for Growth**, qui permettra d'identifier les priorités de la politique structurelle pour fournir aux décideurs politiques un ensemble de recommandations concrètes sur les domaines de réforme identifiés comme prioritaires pour une croissance forte et inclusive. Les indicateurs de la réglementation du marché des produits ont déjà été calculés et présentés dans l'*Étude*.

LE TRAVAIL DE L'OCDE AVEC LA LIBYE

RENFORCER LE SECTEUR PRIVÉ D'UN PAYS TOUCHÉ PAR LES CONFLITS



En 2013, dans le cadre du Fonds pour la transition MENA du **Partenariat de Deauville**, l'OCDE a lancé le projet **Stratégie de développement des PME pour la Libye**. Le projet a été présenté dans le contexte des bouleversements régionaux en cours et des tensions croissantes en Libye, qui ont abouti à un nouveau conflit qui se poursuit encore aujourd'hui. Le secteur privé du pays a été touché de plusieurs façons : il n'y a pas de structure réglementaire transparente ; l'État de droit est faible ou absent ; les infrastructures de base telles que l'eau et l'électricité sont endommagées ; les services publics sont médiocres ou insignifiants ; et il existe des coûts élevés causés par l'insécurité et un avenir incertain. En intégrant les difficultés rencontrées dans le pays et reconnaissant le rôle important que le secteur privé libyen peut jouer dans la reconstruction et la promotion de la cohésion de la Libye, le projet s'est adapté à une réalité en constante évolution. Il a renforcé l'appropriation par les parties prenantes locales et coopéré avec d'autres acteurs internationaux et régionaux actifs en Libye, unissant leurs forces pour atteindre le même objectif : promouvoir le redressement social et économique du pays.

Les activités du projet sont mises en œuvre avec le soutien de Libya Enterprise, partenaire de l'OCDE dans le pays. Le projet comprend cinq composantes :

- Une étude diagnostique des PME qui a donné lieu à la publication d'un rapport de l'OCDE intitulé **Les PME dans la reconstruction de la Libye : préparer une économie post-conflit** (2016).
- Un **Plan d'action à court terme pour le développement des PME en Libye** (lancé en 2017), qui fournit une feuille de route de deux ans aux principales institutions libyennes soutenant les PME et l'entrepreneuriat dans le pays.
- Examen du projet de loi sur les PME élaboré par Libya Enterprise et soutien au processus législatif.
- Assistance à la mise en œuvre du Plan d'action à court terme par le biais d'activités de renforcement des capacités.
- Évaluation et assistance pour la mise en place d'un mécanisme de financement des PME.

Les efforts du projet se sont concentrés sur l'élaboration d'un plan national de soutien aux PME et sur le renforcement du cadre juridique et institutionnel général pour la promotion de l'entrepreneuriat et des PME à fort potentiel en Libye. L'OCDE soutient à présent les premières étapes de la mise en œuvre du Plan d'action à court terme, en particulier pour la première réunion de suivi trimestriel et le rapport d'avancement.



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



LE PROJET IRAK DE L'OCDE

TRAVAILLER DANS UN CONTEXTE DE FRAGILITÉ



Depuis 2007, le **projet Irak de l'OCDE** aide le gouvernement sur un large éventail de réformes de politique économique, notamment le financement des infrastructures, les zones économiques et les marchés publics. Dans une récente phase (2014-16), financée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), le projet visait à améliorer l'investissement et le climat des affaires en Irak.

L'Irak a en effet besoin d'investissements pour couvrir ses besoins de reconstruction, réduire sa dépendance au pétrole et au gaz et construire une économie diversifiée et plus résiliente. Alors que le pays continue de souffrir de la poursuite de violences internes, les progrès significatifs réalisés par le gouvernement sur le plan des réformes institutionnelles et juridiques de sa politique et de la promotion de l'investissement sont largement passés inaperçus.

Le projet Irak de l'OCDE a activement soutenu ces initiatives en mobilisant un large éventail d'acteurs, en les conseillant sur les politiques, en formulant des recommandations et en organisant des activités de renforcement des capacités.

Le projet a notamment produit les résultats tangibles suivants :

- La modification de la Loi sur l'investissement de 2006 pour intégrer les recommandations de l'OCDE, ainsi que le renforcement des capacités sur les questions juridiques (par exemple loi sur l'arbitrage et accords bilatéraux d'investissement).
- La formation de plus de 60 agents chargés de la promotion de l'investissement à l'élaboration et à la présentation de supports promotionnels, au traitement des demandes de renseignements des investisseurs, et à la préparation des dossiers d'investissement pour les opportunités d'investissement sur le marché.
- La création d'une plate-forme unique et indépendante destinée à favoriser le dialogue entre les acteurs du gouvernement, des associations professionnelles et du secteur privé, mais également avec des pairs et parties prenantes de l'OCDE par le biais des réseaux d'experts régionaux du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité.

Le projet a dû réagir et s'adapter aux réalités du travail dans un environnement fragile et touché par le conflit. Les différentes réponses mises en place pour permettre au projet de fonctionner dans un tel environnement sont documentées dans le rapport intitulé *Promouvoir l'investissement dans un contexte fragile : le projet Irak de l'OCDE* (2016).

L'Irak a plus que jamais besoin de soutien continu pour mettre en œuvre les réformes économiques nécessaires à la reconstruction et à la stabilité. L'OCDE se tient prêt à partager son expérience et expertise en matière de politiques publiques afin d'encourager l'investissement privé, soutenir le développement des PME et réformer les entreprises publiques et stimuler l'intégrité des entreprises en Irak.



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



Partenaires internationaux et régionaux du Programme

PARTENAIRES INTERNATIONAUX

- Commission européenne (CE)
- Fonds monétaire international (FMI)
- Organisation internationale du travail (OIT)
- Nations Unies, y compris le PNUD, la CESAO, ONU Femmes et la CNUDCI
- Banques de développement (Groupe Banque mondiale, BERD, BEI)
- Coopération bilatérale (par ex. USAID, AFD)
- Comité consultatif économique et industriel (BIAC) et Comité consultatif syndical (TUAC) auprès de l'OCDE

PARTENAIRES RÉGIONAUX

- Réseau arabe de lutte contre l'intégrité et pour l'intégrité
- Banque africaine de développement
- Conseil des entreprises arabes
- Unité technique d'Agadir
- Fonds monétaire arabe
- Confédération des syndicats arabes
- Association de femmes arabes
- Banque islamique de développement
- Conseil de coopération du Golfe
- Ligue des États arabes
- Organisation de la conférence islamique
- Union pour la Méditerranée
- Union des banques arabes



L'Union pour la Méditerranée (UpM) et l'OCDE ont signé un protocole d'accord le 30 janvier 2018 pour intensifier leur coopération à l'appui d'une croissance inclusive et durable dans la région du sud de la Méditerranée. L'employabilité des jeunes, le développement économique local et la croissance de l'emploi, le dialogue public-privé, l'autonomisation des femmes, le développement urbain, les transports, la croissance verte, ainsi que le renforcement de la résilience économique comptent parmi les domaines prioritaires ciblés.

Le protocole d'accord a été signé par Mme Gabriela Ramos, Directrice de cabinet et Sherpa de l'OCDE pour le G20 et Mme Laurence Pais, Secrétaire-générale adjointe de l'UpM au siège de l'OCDE à Paris.

Publications (sélection)

OCDE (à paraître), *Private Sector Representation and Public-Private Dialogue Mechanisms in MENA (Représentation du secteur privé et mécanismes de dialogue public-privé)*, Paris.

OCDE (à paraître) *Enhancing the Legal Framework for Sustainable Investment: Lessons from Jordan (Renforcer le cadre juridique pour l'investissement durable : leçons tirées de l'exemple de la Jordanie)*, Paris.

OCDE (à paraître) *SME and Entrepreneurship Development in the Mediterranean Middle East and North Africa: Interim Assessment Based on the Policy Principles of the Small Business Act for Europe (Développement des PME et de l'entrepreneuriat dans les pays méditerranéens du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : bilan d'étape établi sur la base des principes du Small Business Act for Europe)*, Paris.

OCDE (2017), *L'autonomisation économique des femmes dans la région MENA : l'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien (également disponible en anglais et en arabe)*, Paris.

OCDE (2016), *Les PME dans la reconstruction de la Libye : préparer une économie post-conflit (également disponible en anglais)*, Paris.

OCDE (2016), *Promoting Investment in a Fragile Context : The OECD Iraq Project (disponible uniquement en anglais et en arabe)*, Paris.

OCDE (2014), *Corporate Governance Enforcement in the Middle East and North Africa: Evidence and Priorities*, Paris.

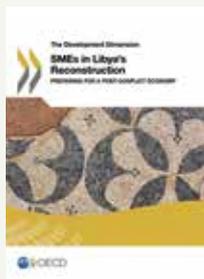
OCDE (2014), *L'indice des politiques publiques en faveur des PME Afrique du Nord et Moyen-Orient méditerranéen 2014 : mise en œuvre du Small Business Act for Europe (également disponible en anglais)*, Paris.

OCDE (2014), *Les femmes et l'entreprise 2014 : Accélérer le développement de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA (également disponible en anglais)*, Paris.

OCDE (2013), *State-Owned Enterprises in the Middle East and North Africa: Engines of Development and Competitiveness?* (disponible en anglais et arabe), Paris.

www.oecd-ilibrary.org

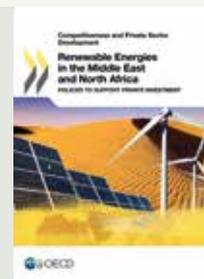
SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



Instruments juridiques

- Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales
- Principes directeurs du G20/OCDE sur la gouvernance d'entreprise
- Principes directeurs de la gouvernance d'entreprise des entreprises publiques
- Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales

Outils analytiques

- Cadre d'action pour l'investissement
- Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE
- Indice des Politiques en faveur des PME

Statistiques

- Indice de restrictivité des échanges de services
- Commerce en valeur ajoutée (TiVA)
- Définition de référence des investissements directs étrangers
- Programme d'Indicateurs de l'entreprenariat
- Tableau de bord sur le financement des PME et des entrepreneurs

Bailleurs du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité



Union Européenne



France



Japon



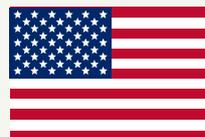
Maroc



Suède



Turquie



Étas-Unis



Bailleurs des projets spécifiques à certains pays



Middle East
and North Africa
Transition Fund

SIEMENS

Contact

Carlos Conde

Chef de division

Division Moyen-Orient et Afrique

MENA.Competitiveness@oecd.org